

## PAYS-BAS

Après un déclin marqué de l'activité, l'économie devrait amorcer un redressement au second semestre 2012, à la faveur principalement d'une accélération des échanges internationaux qui incitera les entreprises à accroître leurs investissements. En revanche, la consommation privée restera atone compte tenu de la stagnation des revenus réels, sous l'effet de la montée du chômage et d'une augmentation seulement modeste des salaires réels, ainsi que des réductions prévues des retraites et d'un marché du logement déprimé. Le programme d'assainissement budgétaire va également ralentir de la croissance. Dans l'ensemble, la croissance devrait rester inférieure à son potentiel en 2012 et 2013 et le chômage augmentera encore.

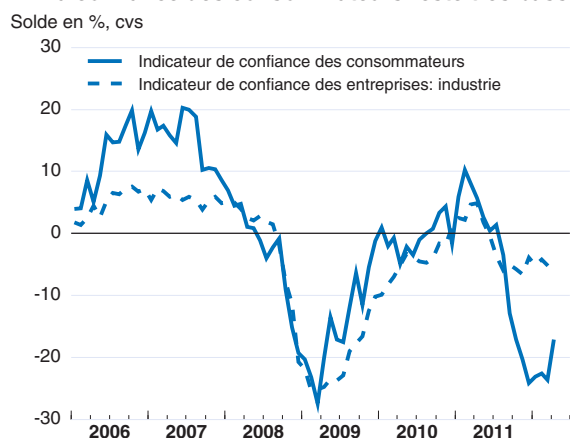
Un programme d'assainissement des finances publiques équivalent à 1 % du PIB est mis en œuvre en 2012. Pour 2013, les prévisions tiennent compte d'un effort d'assainissement supplémentaire de l'ordre de 1½ pour cent du PIB en vue d'atteindre l'objectif de déficit au sens de Maastricht, conformément à l'accord négocié par le gouvernement intérimaire à la suite de la chute du gouvernement en avril. Si les risques de détérioration se matérialisaient, il faudrait laisser jouer les stabilisateurs automatiques pour soutenir la croissance. Pour garantir la viabilité des finances publiques, les mesures programmées visant à enrayer l'augmentation des dépenses dans le domaine des retraites et des soins de santé, liées au vieillissement de la population, devraient être appliquées.

### Une reprise est en cours après la récession

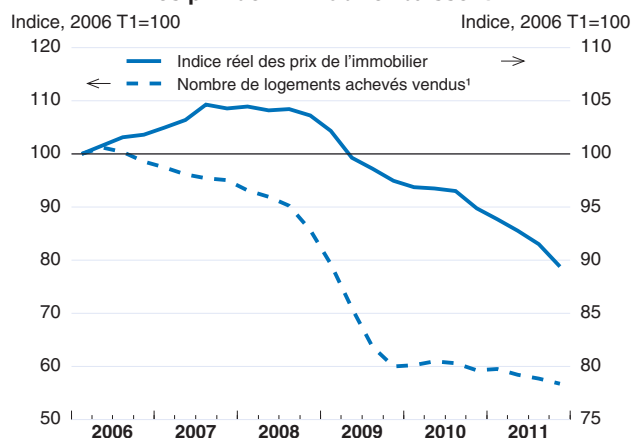
L'économie se redresse progressivement, après un déclin de l'activité enregistré depuis la mi-2011. Aux Pays-Bas, la récession a été plus marquée que dans les pays voisins de la zone euro, reflétant principalement la faiblesse de la consommation privée. La confiance des consommateurs a été ébranlée par la baisse des prix des logements et le programme de réduction des retraites visant à rétablir la solvabilité des fonds de pension. La situation sur le marché du logement s'est dégradée car les banques ont resserré le crédit hypothécaire en raison de leurs difficultés d'accès aux marchés financiers dans le sillage de la crise de la

### Pays-Bas

La confiance des consommateurs reste très basse




Les prix de l'immobilier baissent



1. Moyenne mobile sur 12 mois.

Source : OCDE, base de données des Principaux indicateurs économiques et CBS, Statistics Netherlands.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932611888>

## Pays-Bas : Demande, production et prix

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	Prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2005)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	594.7	-3.5	1.6	1.3	-0.6	0.7
Consommation privée	270.4	-2.6	0.4	-1.1	-0.7	-0.2
Consommation publique	152.8	4.8	1.0	0.2	-0.7	-1.3
Formation brute de capital fixe	121.8	-10.2	-4.4	5.8	-1.9	2.5
Demande intérieure finale	545.1	-2.2	-0.4	0.7	-0.9	0.0
Variation des stocks <sup>1</sup>	0.2	-0.8	1.2	0.1	-0.5	0.0
Demande intérieure totale	545.3	-3.1	0.9	0.8	-1.5	0.0
Exportations de biens et services	453.4	-8.1	10.8	3.8	5.4	5.4
Importations de biens et services	404.0	-8.0	10.6	3.5	4.7	5.0
Exportations nettes <sup>1</sup>	49.4	-0.7	0.9	0.5	0.9	0.8
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-0.4	1.3	1.1	0.9	1.5
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	1.0	0.9	2.5	2.4	1.5
Déflateur de la consommation privée	—	-0.5	1.5	2.3	2.2	1.5
Taux de chômage	—	3.7	4.4	4.4	5.3	5.7
Taux d'épargne des ménages <sup>2</sup>	—	6.4	3.9	5.5	6.4	7.0
Solde des administrations publiques <sup>3</sup>	—	-5.5	-5.0	-4.6	-4.3	-3.0
Dette brute des administrations publiques <sup>3</sup>	—	67.5	70.6	75.2	81.0	83.6
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>3</sup>	—	60.7	62.9	65.1	70.9	73.5
Balance des opérations courantes <sup>3</sup>	—	4.1	7.1	9.2	9.0	9.7


Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE*: Sources et méthodes, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du revenu disponible, incluant l'épargne à l'assurance vie et aux régimes de retraite.

3. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 91.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932613427>

zone euro. Les exportations repartent à la hausse après avoir baissé au second semestre de 2011. L'inflation globale a augmenté sur fond de renchérissement de l'énergie, mais l'inflation sous-jacente est restée globalement stable. La modération salariale se poursuit, et le taux de chômage harmonisé a atteint 5 %, soit 1 point de plus que l'été dernier, conséquence d'une rétention de main-d'œuvre plus faible qu'en 2009.

**Un nouvel effort  
d'assainissement  
budgétaire est prévu  
en 2013**

Le budget de 2012 vise un assainissement budgétaire équivalent à 1 % du PIB, principalement par le biais de réductions des dépenses sociales, des dépenses de personnel des administrations publiques et des subventions. Pour 2013, le gouvernement intérimaire est parvenu, avec plusieurs des partis représentés au Parlement, à un accord sur un ensemble de mesures d'assainissement supplémentaires représentant environ 1½ pour cent du PIB, en vue d'atteindre l'objectif de déficit au sens de Maastricht. Conjugué aux mesures décidées antérieurement, cet effort porte l'assainissement total à 2 % du PIB pour 2013.

**Une croissance modérée est prévue pour 2013**

L'activité bénéficiera de l'intensification des échanges internationaux et de conditions monétaires porteuses. L'amélioration des perspectives à l'exportation favorisera une accélération progressive de l'investissement des entreprises, mais le marché du logement et la consommation privée devraient rester déprimés pendant la plus grande partie de la période considérée, dans un contexte de stagnation des revenus des ménages. L'assainissement budgétaire pèsera également sur la demande intérieure. Par conséquent, le chômage devrait augmenter jusqu'au second semestre de 2013, ce qui pèsera sur les salaires.

**Le logement constitue le principal risque intérieur**

De nouvelles baisses importantes des prix des logements constituent le principal risque à la baisse, car elles soumettraient les banques à des pressions supplémentaires et brideraient encore davantage la consommation privée. À l'inverse, un net redressement du cours des actions améliorerait la solvabilité des fonds de pension, ce qui rendrait moins impérative la mise en œuvre du programme de réduction des retraites et raffermirait la confiance des ménages.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 1**

Accéder à cette publication :

[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2012-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2012), « Norvège », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2012-1-29-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-1-29-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).